

**MARCHE DE PRESTATION DE SCENOGRAPHIE POUR  
L'EXPOSITION TEMPORAIRE « PREMIÈRES NATIONS »  
DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

**MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

## SOMMAIRE

1. LE MUSEE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC .....	3
2. OBJET DU MARCHE .....	4
3. MONTANT ET FORME DU MARCHE.....	4
4. DUREE DU MARCHE .....	4
5. LIEU D'EXECUTION DU MARCHE .....	5
6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	5
7. INTERVENANTS DU MARCHE .....	6
8. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT.....	7
9. MISSION DU TITULAIRE .....	8
10. CONTEXTE D'EXÉCUTION DE LA MISSION.....	14
11. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	19
12. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE .....	22
13. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	22
14. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	23
15. MODALITÉS DE RÉGLEMENT .....	24
16. FORFAIT DE REMUNÉRATION .....	26
17. CONTRÔLE DES COÛTS DE L'OPÉRATION.....	27
18. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	28
19. DÉLAIS .....	29
20. PÉNALITÉS .....	31
21. SUSPENSION DES PRESTATIONS .....	33
22. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	33
23. RESILIATION DU MARCHE.....	33
24. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS .....	33
25. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE.....	34
26. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	34
27. REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	35
28. DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	35

# 1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC

## 1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés. »

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

## 1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le Ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si la personne publique lui en fait la demande.

Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## 2. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la conception et le suivi de la réalisation de la scénographie de l'exposition temporaire « Premières nations » (titre prévisionnel), présentée en Galerie Jardin du musée du quai Branly-Jacques Chirac du 29 septembre 2026 au 24 janvier 2027 (dates prévisionnelles).

L'espace d'exposition est d'environ 1 800 m<sup>2</sup>.

Les marchés de travaux et de services de la présente exposition seront passés sous la forme de marchés subséquents ou de bons de commande, en fonction des montants, sur les accords-cadres du musée du quai Branly- Jacques Chirac. Au titre du présent CCP, le terme de « lot » renvoie à chaque marché subséquent passé sur le fondement des accords-cadres.

Pour information et à titre indicatif l'enveloppe accordée aux travaux pour cette exposition est de 291 666,67€ HT, soit 350 000 € TTC.

Ce montant inclut les lots de travaux et de services suivants :

- Menuiseries – Agencement (un parc de cimaises mobiles pérennes sera mis à disposition) ;
- Électricité/éclairage (le parc du musée du quai Branly-Jacques Chirac sera mis à disposition, à retrouver en annexe 7 au CCP) ;
- Signalétique ;
- Multimédia (le parc du Service Audiovisuel et Multimédia du musée Branly – Jacques Chirac sera mis à disposition, à retrouver en annexe 8 au CCP).

Cette mission est établie conformément aux dispositions des articles R.2431-2 à R.2432-7 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

## 3. MONTANT ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire. Son montant est renseigné à l'Acte d'engagement.

Le marché est mono-attributaire.

Le marché ne comprend aucune tranche, variante obligatoire ou facultative.

## 4. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la réception des travaux de démontage de l'exposition en février 2027 (date prévisionnelle). Il n'est pas reconductible.

## 5. LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations seront réalisées au musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222 rue de l'Université 75007 PARIS.

## 6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, le titulaire, dans l'exécution des prestations du marché s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-PI, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent marché.

## 7. INTERVENANTS DU MARCHÉ

### 7.1 Titulaire du marché

Le titulaire ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du présent marché.

### 7.2 Conduite du marché

La Direction du développement culturel du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite du marché.

### 7.3 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-PI sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date d'expiration du marché à laquelle ces obligations prennent fin.

### 7.4 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

**La sous-traitance totale est interdite.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, par le pouvoir adjudicateur lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent marché, y compris celles qui sont sous-traitées.

**En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant.** Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI.

## 8. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

Par dérogations aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG.P.I., en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses deux annexes :
  - Annexe 1 : Décomposition du forfait de rémunération et répartition des honoraires entre les cotraitants ;
  - Annexe 2 : Calendrier prévisionnel des études et des travaux de l'exposition ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ses 10 annexes :
  - Annexe 1 : Programme scénographique de l'exposition et cahiers d'images ;
  - Annexe 2 : Plans généraux et spécifiques de l'espace d'exposition (plan au sol, implantation des réseaux CFO et CFA...) ;
  - Annexe 3 : Listes d'œuvres ;
  - Annexe 4 : Préconisations relatives à l'accessibilité ;
  - Annexe 5 : Guide écoconception et grille de suivi des objectifs environnementaux ;
  - Annexe 6 : Parc de cimaises mobiles pérennes ;
  - Annexe 7 : Parc éclairage disponible ;
  - Annexe 8 : Parc Audiovisuel / Multimédia ;
  - Annexe 9 : Modèles de procès-verbaux de réception des travaux d'installation ou démontage ;
  - Annexe 10 : Modèles d'ordre de service.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (option B) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés du contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cas échéant les actes de sous-traitances.

Nota : les pièces générales (telles le CCAG et le CCTG) sont contractuelles et réputés connues du titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du mois d'établissement des prix.

## 9. MISSION DU TITULAIRE

### 9.1 Généralités

Le titulaire assurera la conception de la scénographie de l'exposition citée précédemment, ainsi que le suivi de sa réalisation comprenant également son exploitation (maintenance pendant la durée de l'exposition et démontage après fermeture).

On entend par conception scénographique la mise en espace des propos scientifiques et artistiques de l'exposition en vue de mettre en valeur les œuvres présentées et les contenus scientifiques et pédagogiques des projets, à savoir notamment :

- La conception de tous les éléments scénographiques nécessaires à la présentation et la mise en valeur du propos ainsi que des œuvres, des installations d'artistes, des documents exposés et dispositifs de diffusion sonores et visuels exposés ;
- La conception de l'ambiance lumineuse de l'exposition ;
- Le choix des dispositifs de diffusion sonores et visuels ;
- La conception graphique jusqu'à la production des documents d'exécution (bon à tirer) des éléments des systèmes d'information pédagogiques et directionnels de l'exposition au sein du parcours (présentés en version française avec une traduction en langue anglaise).

La finalisation des études de conception scénographique décrites ci-après permet au titulaire de constituer le dossier de consultation en vue d'attribuer les marchés de travaux et de services de réalisation du projet scénographique validé.

On entend par suivi des réalisations scénographiques, l'organisation et le suivi, pour l'exposition :

- Du chantier d'installation au regard du projet défini et du contenu du marché attribué aux entreprises ;
- Des opérations de démontage, d'évacuation des éléments démontés et de remise en état des éléments pérennes et de l'espace ;
- Des actions de maintenance pendant l'exploitation en cas de dysfonctionnements majeurs ou récurrents.

Le titulaire conçoit un projet de scénographie pour l'exposition présentée en annexe et en assure le suivi de réalisation, après validation dans un dialogue avec le ou les commissaires et la direction du développement culturel du musée conformément :

- Au programme scénographique de l'exposition établi par le ou les commissaires et le musée et susceptible d'être adapté en fonction de l'évolution du projet et des orientations définies lors des réunions de travail avec la direction du développement culturel et le ou les commissaires ;
- À la liste d'œuvres et ses évolutions en fonction des demandes de prêt ;
- Aux exigences de présentation exprimées par le service des expositions. Ces exigences intègrent la nécessaire sécurisation des œuvres dans le cadre des dispositifs conçus par le titulaire (inviolabilité des capots et vitrines pour les œuvres en 3 dimensions, protections et antivols pour les œuvres en 2 dimensions, sécurisation par quelque moyen que ce soit des œuvres hors vitrine (mise à distance de minimum 90 cm de toute part de l'œuvre, soclage de sécurisation), emplacements nécessaires à l'intégration des alarmes et autres dispositifs de protection) ;
- Aux contraintes d'exploitation du bâtiment exprimées par la Direction des Moyens Techniques et de la Sécurité ;



- À la réglementation en vigueur en matière d'exploitation d'un établissement recevant du public (ERP 1ère catégorie) incluant celle relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- Aux impératifs calendaires (cf. calendrier prévisionnel de réalisation de l'exposition joint en annexe 2 de l'acte d'engagement) ;
- À l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de scénographie telle qu'indiquée à l'article 2 du présent CCP.

L'ensemble de la mission du titulaire se déclinera suivant les différentes phases décrites ci-après.

Le titulaire doit respecter, aussi bien dans le choix des matériels que pour l'exécution de ses ouvrages, les prescriptions des normes internationales, des normes européennes, des normes françaises applicables et des textes officiels en vigueur jusqu'à la date de réception des ouvrages et qui définissent les règles de l'art.

## 9.2 Contenu des éléments de mission

Les études sont à la charge du titulaire. Elles doivent être réalisées dans le délai imparti fixé par le musée du quai Branly - Jacques Chirac et, en tout cas, avant l'exécution.

Seuls les documents visés et approuvés par le musée du quai Branly-Jacques Chirac peuvent donner suite à exécution.

### 9.2.1 Les études d'avant-projet sommaire (APS)

À mi-parcours des études d'avant-projet sommaire, le titulaire présentera à la personne publique et au.x commissaire.s, la composition générale en plan et en volume de sa réponse scénographique, le titulaire pourra présenter plusieurs propositions. Cette étape permettra au titulaire de vérifier d'une part, l'adéquation de sa proposition au regard des orientations souhaitées par la personne publique, et d'autre part de s'enquérir des contraintes d'exploitation et de gestion de l'espace.

Le rendu des études APS se traduit par la restitution d'un dossier comprenant notamment :

- La présentation générale des concepts scénographiques incluant les principes d'éclairage, les principes graphiques préconisés (la gamme de couleurs et les typographies pour chaque élément de signalétique) ainsi que l'ambiance colorimétrique du parcours proposé ;
- Le plan général du projet scénographique en sol et plafond (1/200ème) mettant en exergue le parcours et les unités de passage, l'agencement, et l'implantation des œuvres par séquence ;
- Les dessins de chaque dispositif scénographique (mobiliier, éléments de supports etc.) ;
- L'implantation du système d'information pédagogique et directionnel (1/200ème) ;
- Le plan d'implantation des différents dispositifs de diffusion sonores et visuels (1/200ème) et la description sommaire des dispositifs préconisés ;
- La présentation des échantillons des matériaux préconisés dans le traitement de l'espace ;
- La décomposition du coût prévisionnel estimé du projet dans le respect de l'enveloppe financière affectée aux travaux de réalisation et d'exploitation tel que définie à l'article 3 de l'acte d'engagement.

### 9.2.2 Les études d'avant-projet définitif (APD)

À l'issue de cette phase, devront être arrêtés définitivement les choix scénographiques et le coût prévisionnel des travaux au regard de l'enveloppe financière affectée.

Sur la base des avis formulés sur le rendu de la phase précédente, le titulaire met à jour l'ensemble du dossier APS et apporte les informations supplémentaires et/ou complémentaires suivantes :

- Les plans de détail des différentes séquences du parcours et les plans de coupes de chaque séquence (1/50ème - 1/100ème), incluant la mise en élévation de l'ensemble des œuvres, et des

documents (y compris dispositifs de diffusion sonores et visuels), ainsi que des éléments du support d'information pédagogique et directionnelle et les dispositifs audiovisuels. En particulier, les cartels devront être positionnés sur les élévations et plans relatifs à l'implantation des œuvres ;

- Le plan d'implantation des éclairages, incluant l'implantation des blocs supplémentaires nécessaires pour la signalisation des issues de secours de l'espace, les flux d'évacuation en cas d'alerte ainsi que le bilan des puissances globales (tous dispositifs confondus), en plafond et en sol et l'implantation et la répartition des alimentations nécessaires en CFO et CFA ;
- Le plan d'implantation des extincteurs, selon le ratio d'1 extincteur tous les 200m<sup>2</sup> d'exposition. Il est préconisé d'encastrer ces extincteurs, qui seront fournis par le musée, dans des niches réalisées dans les cimaises, soit en façade, soit dans les embrasures de passage, selon les implantations ;
- Le plan détaillé des systèmes d'assemblage, d'accroche/fixation de chaque dispositif scénographique à l'échelle 1/50ème, accompagné de notes de calcul justifiant leur stabilité ;
- La présentation des échantillons des matériaux préconisés (en adéquation avec les exigences en matière de classement au feu selon leur implantation dans le projet) ;
- La présentation de la charte graphique préconisée pour les éléments de support d'information pédagogique et directionnel, contenant notamment :
  - o Le traitement graphique pour chaque élément d'information précisant les hauteurs d'implantation et de lecture (1/20ème - 1/50ème) ;
  - o Le traitement graphique à l'échelle 1 de chaque typologie d'élément d'information identifié (cartel, texte de section, de sous-section, principe des carte(s) et chronologie(s) le cas échéant, titre général, etc.) ;
  - o Les principes d'intégration dans le projet (techniques de fabrication et de pose envisagées) ;
- La synthèse et la description des différentes typologies de soclage identifiées pour la présentation de l'ensemble des œuvres et documents présentés ;
- L'allotissement en corps d'états séparés des travaux, la description du contenu de chaque lot ;
- Le calendrier prévisionnel et l'ordonnancement de chacune des phases de réalisation de l'installation des expositions et du futur démontage dans le délai d'inter-exposition imparti par la programmation du musée ;
- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (incluant les opérations de maintenance en cours d'exploitation, de démontage et d'évacuation en fin d'exposition), décomposée en lots d'exécution séparés ;

La personne publique se réserve le droit de demander la réalisation d'un prototype des éléments scénographiques ou signalétiques proposés au cours des phases APS et APD. Le coût de réalisation de ces prototypes sera à déduire de l'enveloppe financière définie à l'article 3 de l'acte d'engagement.

### 9.2.3 Les études de projet (PRO) et l'assistance à l'attribution des marchés des entreprises de travaux (DCE)

À mi-parcours des études de projet (PRO), le titulaire présentera à la personne publique et au.x commissaire.s, la composition générale en plan et en volume de sa réponse scénographique. Cette étape permettra au titulaire de vérifier d'une part, l'adéquation de sa proposition au regard de la liste d'œuvres, et au budget alloué au projet. Si toutefois la personne publique juge ce rendu incomplet ou inadéquat, elle réserve le droit de demander des rendus supplémentaires sans modification du montant forfaitaire du marché.

Sur la base des avis formulés sur le rendu de la phase précédente (APD), le titulaire met à jour l'ensemble du dossier APD et le complète autant que de besoin par des plans et des élévations établis à l'échelle 1/50ème avec les détails significatifs à des échelles variant de 1/20ème à 1/2ème permettant la future

fabrication et mise en œuvre de l'ensemble des éléments constitutifs du projet par les différentes entreprises qui seront désignées par consultation publique. Il rédige en outre la notice de sécurité et d'accessibilité du projet.

Le titulaire remet en phase PRO un budget détaillé actualisé comprenant le prix coûtant de l'exposition. La validation de ce budget permet le lancement du dossier de consultation des entreprises (DCE).

Le titulaire assiste ensuite la personne publique pour la constitution des dossiers de consultation aux entreprises (DCE), pour l'exposition en objet, en fonction de la procédure dans laquelle elle s'inscrit. Le service des expositions s'est doté d'un accord-cadre de travaux relatif aux travaux d'agencement et d'un accord-cadre de service alloti en 3 lots distincts : éclairage, signalétique et multimédia.

Le titulaire rédige notamment les éléments suivants :

- Allotissement et description du contenu des lots, références et qualifications des entreprises souhaitées et documents à remettre par ces dernières ;
- Cahier des clauses techniques particulières de chaque lot d'exécution en y intégrant les opérations de maintenance et de démontage final relatives à chacun des lots, (CCTP) et ses annexes (carnets de détails de chaque lot, décomposition du prix global et forfaitaire de chaque lot (DPGF)) ;
- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots d'exécution séparés. Les estimations de chacun des lots prendront la forme des DPGF et seront complétées poste par poste par le titulaire. Ces DPGF pourront reprendre les dénominations des différents BPU des accords-cadres de travaux (lot agencement) et services (lot électricité, lot signalétique et lot audiovisuel) du musée.  
Il est rappelé que les estimations remises par le titulaire devront impérativement respecter le coût objectif des travaux fixé à l'acte d'engagement du présent marché par le maître d'ouvrage. En cas de dépassement, le DCE ne pourra être publié : il incombe alors au titulaire de trouver les postes d'économie sur la scénographie pour respecter le coût objectif des travaux et de modifier en conséquence les pièces du DCE ;
- Calendrier d'exécution des phases de réalisation du projet.

Le titulaire analyse les offres remises et s'il y a lieu, les variantes à ces offres. Il identifie les leviers de la négociation par écrit, et prépare la phase de négociation avec les entreprises. Il rédige le rapport de présentation de l'analyse des offres suivant la trame qui lui aura été préalablement transmise par la personne publique.

En cas de procédure déclarée infructueuse, le titulaire en analysera les raisons et réalisera l'ensemble des éléments de mission décrits ci-dessus à la passation des marchés de travaux dans le cadre de la nouvelle consultation et dans les délais compatibles à la poursuite de l'exposition.

Pour donner suite aux négociations avec les entreprises, le titulaire devra compléter et/ou actualiser l'ensemble des documents de la consultation (notamment CCTP, DPGF et carnets de détails) en vue de maintenir la cohérence du projet notamment dans le cas où la personne publique retient une offre d'entreprise qui comporte une variante facultative.

#### 9.2.4 La direction de l'exécution des travaux (DET)

La direction des travaux incombe au titulaire qui est responsable du contrôle de l'exécution des prestations et de la finition des travaux d'exécution conformément au projet validé. À ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et du plan de prévention

tel que défini ci-après tant dans les documents qu'elles ont produits (avant mise en fabrication) que dans la réalisation des travaux.

Le titulaire pilote, conjointement avec le représentant du musée du quai Branly – Jacques Chirac, les réunions de chantier hebdomadaires avec les entreprises de travaux, avant et pendant le démarrage du chantier. Il en rédige systématiquement un compte-rendu.

Le titulaire s'assure que les documents établis par les entreprises respectent les dispositions du projet établi et vise en conséquence l'ensemble des documents produits dans le cadre des études d'exécution.

Durant cette phase, devront être présentés et soumis par le titulaire pour validation de la direction artistique représentée conjointement par le ou les commissaires de l'exposition et par le directeur du développement culturel de l'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac :

- Les prototypes (ou premiers de série) des éléments de scénographie et des différents éléments graphiques ;
- Toute modification du projet en cours de réalisation au regard du dossier d'études rendu.

En aucun cas, le titulaire n'autorisera les entreprises à lancer la fabrication sans cette validation préalable.

Dès réception des textes et cartels de l'exposition, et à la suite de la validation des prototypes des éléments graphiques, le titulaire produira les fichiers d'exécution nécessaires à l'impression de l'ensemble des éléments signalétiques (textes, cartels, cartes, autres éléments graphiques...). Il enverra chaque élément au chargé de production qui lui transmettra les corrections à intégrer, puis donnera son bon à tirer (BAT). À la suite de la réception du BAT, le titulaire enverra les fichiers d'exécution au titulaire du marché de travaux signalétique, pour impression. Le titulaire veillera à la qualité des éléments livrés par le titulaire du marché de travaux signalétique, ainsi qu'à la pose de ces éléments dans l'espace de l'exposition dans les règles de l'art.

Le titulaire est chargé de coordonner les différentes entreprises pour la bonne exécution des prestations dans le calendrier imparti. En cas de retard constaté, le titulaire apportera en concertation avec les entreprises concernées les solutions permettant de le rattraper. L'interlocuteur au sein de la Direction du développement culturel en charge de la facilitation matérielle et administrative des solutions organisationnelles qui seront préconisées est le chef de projet aménagements muséographiques.

Avant le début des travaux, le titulaire :

- Assiste la personne publique dans la réalisation d'un état des lieux contradictoire de l'espace mis à disposition pour l'exécution de l'ouvrage avant le démarrage des travaux, et après le démontage de la précédente exposition.
- Établit le calendrier détaillé d'exécution du projet (tous lots confondus) sur la base des calendriers d'exécution remis par les entreprises et des arbitrages effectués en matière d'ordonnancement et de gestion des interfaces entre les différents lots de travaux, qu'il est chargé de remettre à jour selon l'avancement du projet.

Le titulaire prêtera une assistance lors de la mise en place des œuvres in situ (concertation avec le ou les commissaires et le service des expositions temporaires de la personne publique) et pilotera in fine les mises au point scéniques qui se traduisent, notamment, par les réglages des ambiances (éclairage, son...) et les finitions des éléments scénographiques.

La présence régulière du titulaire est requise pendant toute la durée des chantiers : le titulaire est tenu de vérifier l'avancée des travaux en se rendant sur site deux jours par semaine minimum pour suivre les opérations ou plus selon les besoins des chantiers et selon les besoins qui seront exprimés par le musée. Il est en effet rappelé que le titulaire a la responsabilité de coordonner les différentes entreprises pour la bonne exécution des prestations dans le calendrier imparti.

Le titulaire pilotera le réglage des éclairages de chaque œuvre et de chaque texte. Pour cela, il sera présent quotidiennement pendant toute la période de réglage des éclairages, afin de diriger l'équipe mise à disposition par le titulaire du lot électricité-éclairage.

Le titulaire est également responsable du pilotage du coût définitif des travaux sur lequel il s'est engagé. À cet effet, il se dote des outils de pilotage nécessaires et effectue le bilan des plus et des moins-values résultant des éventuelles évolutions du projet en cours de réalisation. En aucun cas, un bilan concluant à un dépassement du coût définitif des travaux ne peut être affirmé sans un arbitrage préalable de la personne publique. À ce titre le titulaire est chargé de :

- Avant le démarrage des travaux établir, signer et présenter à la signature de la personne publique l'ordre de service (OS) de démarrage des travaux pour chaque lot notifié. L'envoi de l'OS de démarrage à chaque entreprise concernée est effectué par la personne publique ;
- Vérifier les factures ou les demandes d'avances présentées par les entreprises ;
- Élaborer l'état supplémentaire des prix forfaitaires le cas échéant dans l'hypothèse de travaux supplémentaires pour lesquels le marché de travaux ne prévoit pas de prix ;
- Établir dans le cadre des conditions de pilotage du coût final du projet, les ordres de service en moins ou plus-value après validation expresse par la personne publique qui ne seront notifiés aux entreprises qu'après signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ;
- Établir l'ordre de service sur la base de l'état supplémentaire des prix forfaitaires préalablement signé par le maître d'ouvrage ;
- Donner un avis à la personne publique sur les réserves et réclamations éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux, assister la personne publique en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

Le titulaire émet les ordres de service à destination des entreprises, sur la base des documents types constituant l'annexe 10 du présent CCP.

### 9.2.5 L'assistance aux opérations de réception des travaux (AOR)

Le titulaire assiste la personne publique pour :

- La réception des travaux d'installation / démontage et la remise en état des lieux. Il établit les PV de réception (avec ou sans réserve) qui en découlent pour signature par la personne publique et l'entreprise ;
- Le suivi de la levée des réserves (actions correctives en phase d'installation, actions de remise en état des lieux en phase de démontage) ;
- L'examen des désordres ou de non-conformité pendant l'exploitation de l'exposition ainsi que le suivi éventuel des travaux nécessaires pour remédier à ces désordres ou défauts de conformité.

Par ailleurs, le titulaire est chargé de vérifier la conformité des prestations facturées au regard des prestations effectuées par l'ensemble des entreprises et des prix figurant aux marchés notifiés à ces dernières par la personne publique. Les modalités d'exécution de cette vérification par le titulaire sont précisées ci-après.

### 9.2.6 Le rendu d'un plan post-ouverture et des BAT

Le titulaire est tenu, pour des besoins d'exploitation et de suivi de l'exposition, de remettre au maître d'ouvrage les plans de l'exposition mis à jour à la suite des modifications d'implantation réalisées in situ dans la limite d'un mois après l'ouverture de l'exposition.

Dans la semaine qui suit l'ouverture de l'exposition, il sera demandé au graphiste de transmettre au chargé de production de l'exposition concernée l'ensemble des fichiers BAT, classés par section (et non par technique ou par couleur), et intitulés de manière claire (« Cartels section X / Textes de section XXX » et non « TXT-L. Adhé-1-12 » ou « Cartels contretypés 180 x 80 cm » par exemple).

## 10. CONTEXTE D'EXÉCUTION DE LA MISSION

### 10.1 Intégrité fonctionnelle et structurelle de l'espace

Le projet conçu par le titulaire s'inscrit dans la politique d'exploitation globale du bâtiment existant. En ce sens le titulaire devra veiller tout au long de la phase de conception et de suivi de la réalisation de son projet à ce que les conditions de gestion et d'exploitation et l'intégrité physique de l'espace soient respectées.

Le projet ne devra en aucun cas modifier structurellement l'espace, aucun percement des cloisons et surfaces existantes n'est autorisé, tout mode de fixation/stabilisation des éléments scénographiques doit être réversible, déposable, et les remises en état de l'espace après démontage doivent être à la marge et relever plutôt des finitions (peinture, nettoyage fin, etc.)

Une attention particulière sera portée par le titulaire sur la stabilité du mobilier conçu notamment pour les vitrines indépendantes ayant une faible emprise au sol qui ne pourront être fixées dans le plancher de l'espace. Le titulaire remettra au cours des phases APS, APD et PRO des notes de calcul justifiant de la stabilité du mobilier prenant en compte les contraintes réglementaires imposées par les normes, les Eurocodes et le bureau de contrôle en charge de l'opération. En cas de non-conformité relevée par le bureau de contrôle, des solutions techniques seront proposées par le scénographe.

Le projet ne devra pas entraver le bon fonctionnement des dispositifs de sûreté notamment la détection immédiate d'incendie, l'étendue d'arrosage des sprinklers (1 tête couvre environ 10m<sup>2</sup>), et le débit de désenfumage (~120 000m<sup>3</sup>/h). En ce sens, la création d'espaces fermés en plafond ne doit pas excéder une surface de 15m<sup>2</sup> au sol et la somme des surfaces couvertes ne doit pas dépasser 3% de la surface totale affectée à l'exposition.

Aussi, le raccordement des dispositifs sonores et de tout dispositif pouvant nuire à la bonne évacuation du public en cas d'alerte doivent se couper automatiquement dès le déclenchement du message d'alerte.

Le titulaire doit également quantifier et implanter les blocs de signalisation des issues de secours, ainsi que les éclairages de sécurité éventuellement supplémentaires, l'intégration de ces éléments et le raccordement au réseau de l'espace devra être pris en charge par le titulaire du lot d'électricité-éclairage dans le respect des procédures définies par la Direction des moyens techniques et de la sécurité du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Par ailleurs, le titulaire doit prêter une attention particulière dans la conception et la réalisation de ses projets scénographiques au traitement des aménagements / structures de son projet visibles depuis la rampe afin de respecter l'intégrité esthétique des espaces de la Galerie Jardin.

### 10.2 Parc de cimaises mobiles pérennes

La conception de la scénographie doit prendre en compte et utiliser autant que possible le parc de cimaises mobiles pérennes disponibles et affectés à l'espace de la galerie Jardin (voir informations en annexe 6 du CCP). Le plan d'implantation des cimaises mobiles pérennes sera remis au démarrage des études. L'entreprise qui sera désignée pour le lot agencement doit prendre en charge l'installation et la maintenance de ces cimaises au même titre que les autres ouvrages qu'elle fournira dans le cadre de ses prestations.

### 10.3 Parc de projecteur affectés à l'espace

La conception de l'éclairage scénographique doit prendre en compte et utiliser autant que possible le parc de projecteurs disponibles et affectés à l'espace de la galerie Jardin dont la liste détaillée est à retrouver en annexe 7 du CCP. Le plan d'implantation des rails sera remis au démarrage des études. L'entreprise qui sera désignée pour le lot électricité et éclairage (hors présent marché) doit prendre en charge l'installation, le réglage et la maintenance des projecteurs du parc éclairage de l'espace au même titre que le restant du matériel éventuellement supplémentaire qu'elle fournira dans le cadre de ses prestations.

### 10.4 Parc de dispositifs de diffusion audiovisuelle

Le service multimédia de la personne publique gère un parc de dispositifs de diffusion audiovisuelle qui est réutilisé sur les différents espaces d'expositions. Le titulaire analysera selon les besoins du projet et en liaison avec le service multimédia (SAM) la possibilité d'utiliser une partie du parc disponible dans la

période d'exploitation de l'exposition (annexe 8 du CCP). L'inventaire du parc disponible lors de la période d'exploitation de l'exposition sera fourni au titulaire au démarrage des études.

## 10.5 Travaux à proximité des œuvres

De manière générale, aucune intervention de travaux de second œuvre ne pourra être envisagée à proximité des œuvres.

Un cahier des charges relatif aux mesures de conservation préventive des œuvres et des documents exposés sera remis au titulaire au cours des études pour prise en compte des prescriptions dans la définition et la conception du projet. L'interlocuteur privilégié du titulaire en la matière sera le régisseur d'œuvre désigné pour l'exposition.

## 10.6 Développement durable

### 10.6.1 Démarche du titulaire

Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est engagé dans une démarche de développement durable. Un travail est en cours sur les expositions et s'emploie à identifier tous les leviers d'actions pour produire des expositions plus respectueuses de l'environnement. Dans le cadre des actions stratégiques menées au titre de cette démarche, l'intégration des principes de développement durable à travers « l'éco-conception » des expositions temporaires constitue un axe d'engagement fort.

L'éco-conception d'exposition se définit comme la prise en compte des enjeux sociaux, environnementaux, économiques sur l'ensemble du cycle de vie d'une exposition, de l'avant-projet jusqu'au démontage en passant par les étapes de conception, fabrication, transport et d'utilisation ou d'exploitation.

Sans diminuer la qualité d'usage, ni augmenter les coûts ou les délais de réalisation, la finalité d'une démarche d'éco-conception consiste notamment à :

- Réduire la consommation de matière et de ressources (formes optimisées, multiplicité des usages des mobiliers, mutualisation des supports...);
- Limiter l'utilisation de matières vierges non renouvelables (choix de matériaux recyclés, moins impactant...);
- Privilégier des ressources gérées de façon responsable et les matériaux locaux (traçabilité, produits éco-labellisés,...).
- Limiter la consommation d'énergie lors de la fabrication, de l'usage et de la fin de vie ;
- Anticiper la fin de vie des éléments constitutifs des expositions (facilitation de la récupération, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation des matériaux) ;
- Envisager globalement toute solution ou alternative visant à une plus grande efficacité sociale, environnementale, économique.

La scénographie devra tâcher d'intégrer au mieux ces différents paramètres dès sa conception et dans toutes ses phases de réalisation (Voir annexe 5 du présent CCP).

La mutualisation des fabrications est un aspect essentiel du travail du scénographe. Les éléments fabriqués pour l'exposition en objet du marché doivent être conçus dans l'optique d'une éventuelle reprise dans des expositions futures, tout en conservant le geste scénographique propre à l'identité de l'exposition.

Par ailleurs, un travail de mise en commun du matériel de scénographie entre musées est en cours. Dans ce cadre en cours d'exploitation, le titulaire pourra être sollicité pour mettre à jour la nomenclature des éléments partagés.

La démarche du titulaire se formalisera par ces différents rendus :

Avant la phase APS :

Le musée du quai Branly-Jacques Chirac s'engage à transmettre les éléments à sa disposition pour réutilisation.



En phase PRO :

Une Pré-notice Développement Durable devra être remise à la personne publique par le titulaire en phase PRO. A cette fin, le titulaire devra proposer des matériaux responsables à l'aide de la grille « Diagnostic scéno et matériaux » en annexe 5 du CCP pour information. Cette annexe est un exemple de réalisation d'un diagnostic de l'éco-conception des éléments scénographiques d'une exposition précédente.

En phase DCE :

Une Notice définitive devra être remise à la personne publique par le titulaire en phase DCE. La liste des matériaux constitutifs de chaque exposition classée selon leur traitement après l'exposition (récupération, réutilisation, recyclage, valorisation) devra être établie par le titulaire, en coordination avec les titulaires de chacun des lots en phase EXE. Par ailleurs, lors de la consultation des entreprises de travaux, celles-ci devront remettre la grille d'écoconception jointe en annexe 5 du CCP pour information. Le titulaire du marché de scénographie devra la prendre en compte dans ses critères d'analyse.

A l'ouverture :

Un travail de mise en commun du matériel de scénographie entre musées est en cours. Dans ce cadre en cours d'exploitation des expositions, le titulaire pourra être sollicité pour mettre à jour la nomenclature des éléments partagés.

#### 10.6.2 Démontage vertueux

On entend par « démontage vertueux » l'optimisation de la réutilisation des éléments scénographiques temporaires réalisés à l'occasion d'expositions selon le principe de l'économie circulaire.

Cette consultation s'inscrit dans la volonté du musée quai Branly – Jacques Chirac de prolonger sa démarche responsable et vertueuse autour des éléments de scénographie de ses expositions temporaires et d'intégrer la Loi Climat et Résilience (Article 35). Cet engagement s'appuie aussi sur l'article L541-1 du code de l'environnement stipulant qu'il est nécessaire « dans un but de protection de l'environnement », « de donner la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets, puis de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets privilégiant la préparation en vue de la réutilisation et le recyclage par rapport aux autres formes de valorisation et à l'élimination ».

Dans ce contexte, le titulaire est sensibilisé au fait que le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite que ces projets d'expositions prennent en compte des objectifs de démontage vertueux. En favorisant la récupération, le réemploi, la réutilisation ou la revalorisation des mobiliers ou matériaux de scénographie d'expositions temporaires, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour ambition de trouver des alternatives responsables au démontage classique. Ainsi, le titulaire pourra être mobilisé par la personne publique pour différentes réunions avec des acteurs du secteur de l'économie sociale et solidaire afin d'optimiser le « démontage propre » de l'exposition, et ce sans modification du forfait global de rémunération du présent marché.

Le titulaire s'engage notamment à collaborer avec les titulaires des expositions futures dans le cadre du réemploi d'éléments fabriqués et à leur transmettre la liste des différents matériaux réutilisables.

#### 10.7 Accessibilité

Le musée du quai Branly-Jacques Chirac s'est engagé dans une démarche d'accessibilité optimale pour tous les visiteurs. La scénographie devra intégrer ces différents paramètres dès sa conception (esquisses) en se basant pour l'accessibilité sur le respect de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Outre l'accessibilité des visiteurs à mobilité réduite (rampes, pas d'emmarchements, passages dimensionnés à la circulation des fauteuils), cette démarche concerne également la lisibilité des textes (tailles des caractères, éclairage et travail sur les contrastes), et le confort de la visite (fluidité des circulations, confort acoustique, assises de repos). Une bande podotactile pourra également être prévue au sol, de couleur contrastée, pour guider le public malvoyant depuis le hall d'entrée du musée.



Le titulaire se reportera à l'annexe 4 du présent CCP relative à l'accessibilité des expositions pour concevoir son projet.

### 10.8 Organisation et intervenant

Le titulaire travaille directement avec l'équipe du service des expositions de la Direction du Développement Culturel qui se charge de la coordination avec le ou les commissaires de l'exposition.

La Direction du développement culturel, représentée par la directrice, la responsable du service, la régisseuse, la chargée de production et/ou la cheffe de projets travaux scénographiques, est le principal interlocuteur du titulaire. Le service des expositions s'adjoint ponctuellement les services d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la gestion des chantiers de montage et de démontage des expositions temporaires.

La Direction du développement culturel est seule habilitée :

- A transmettre au titulaire la liste d'œuvres à prendre en compte dans la conception du projet scénographique.
- Valider les propositions scénographiques rendues lors des différentes phases décrites à l'article 9.2 au présent CCP ;
- Valider les propositions scénographiques lors de phases de chantier.

Tout travail à distance entre le titulaire et le ou les commissaires doit intégrer la chargée de production qui sera notamment en copie des échanges de courriels.

En cas de contradiction entre les propositions scénographiques et curatoriales, le choix final revient à la personne publique.

### 10.9 Réunions

A minima, les réunions suivantes seront tenues dans le déroulé du calendrier prévisionnel de production de l'exposition :

- Réunion après notification du scénographe sur l'esquisse rendue permettant de faire un premier retour sur la proposition scénographique ;
- Réunions de travail avant le rendu de l'APS, dans le cadre des réunions de travail avancées à l'article 9.2.1 ;
- Réunion après rendu de l'APS permettant de vérifier l'adéquation de la proposition scénographique au projet scientifique et artistique ;
- Réunion après rendu de l'APD permettant de vérifier l'adéquation de la proposition scénographique au projet scientifique et artistique ;
- Réunions de travail avant le rendu PRO, dans le cadre des réunions de travail avancées à l'article 9.2.3 ;
- Réunions de rendu des études/restitution des analyses qui en découlent (PRO/DCE) ;
- Réunion de coordination technique et sécurité permettant de lever les inconnues relatives à la connaissance du bâtiment ;
- Réunions de coordination des travaux d'exécution (hebdomadaires en phase chantier) pour l'installation et le démontage.

La personne publique organise et pilote ces réunions. Elles se tiennent, entre autres, en présence du titulaire du présent marché, des représentants de la Direction du développement culturel et de la Direction des moyens techniques et de la sécurité, des représentants du bureau de contrôle et du ou des commissaires de l'exposition.

Le titulaire rédige les relevés d'actions des réunions hebdomadaires de coordination des travaux auxquels sera annexé le calendrier d'avancement dûment pointé par le titulaire et remis à jour par lui en conséquence. Ces documents seront soumis préalablement à la personne publique par le titulaire qui se charge de les diffuser ensuite à l'ensemble des interlocuteurs.

## 10.10 Bureau de contrôle technique

La personne publique est assistée d'un contrôleur technique qui intervient dans les conditions prévues aux articles L. 111-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation. Par application du décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, les missions confiées par la personne publique au contrôleur technique sont relatives dans le cadre de la production et l'exploitation d'expositions temporaires :

- A la solidité des ouvrages et des équipements (L et P1) ;
- Aux conditions de sécurité des personnes dans les constructions (S) ;
- A la solidité de l'existant (LE) ;
- A l'accessibilité pour les personnes handicapées (Hand).

Le titulaire devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire doit tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études qu'au stade de la réalisation des travaux.

La personne publique se réserve la possibilité de confier au contrôleur technique des missions complémentaires.

## 10.11 Plan de prévention et notion de sécurité

Les chantiers de montage et démontage de l'exposition ne sont pas totalement clos et indépendants, et surtout ne concernent pas des travaux qualifiés « d'opérations structurantes », c'est-à-dire portant sur des éléments essentiels des structures d'une construction, soit dans le cadre de travaux neufs d'extension, soit dans le cas de restructurations lourdes. La réglementation du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifié s'applique dans le cadre du présent marché. La personne publique sera assistée du bureau de contrôle pour l'établissement du plan de prévention, document définissant les mesures qui doivent être prises par les entreprises extérieures et leurs éventuels sous-traitants, en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

Le titulaire, ainsi que les représentants de chacun des membres de son groupement, devront fournir les éléments nécessaires à l'élaboration de ce plan de prévention.

Ils se rendront disponibles pour la visite de sécurité dans l'espace d'exposition dans le mois qui précède le début des travaux de montage et pour la signature du plan de prévention.

Indépendamment de l'élaboration du plan de prévention pour les opérations d'installation et de démontage de l'exposition, le titulaire devra :

- Remettre la notice de sécurité relative au projet à la personne publique en phase PRO au plus tard, notice qu'il remettra à jour en fonction des ajustements et éventuelles modifications réalisées en cours de chantier sur le projet initial ;
- Rassembler auprès des entreprises et remettre l'ensemble des procès-verbaux de classement au feu des matériaux retenus, les différentes fiches de données techniques des dispositifs déployés (éclairage, audiovisuel).

## 10.12 Calendrier d'exécution des prestations

Le titulaire doit respecter les échéances maximums qui lui sont transmises dans le calendrier prévisionnel joint en annexe 2 de l'acte d'engagement :

- Échéance de lancement des consultations des entreprises au regard des délais réglementaires pour la passation de marchés publics qui lui sont confirmés par la personne publique ;
- Délai d'inter-exposition de l'espace pour les phases d'installation et de démontage de l'exposition ;
- Date de démarrage d'accrochage des œuvres et de la mise en vitrines qui ne pourra s'effectuer que dans un espace totalement livré et exempt de travaux d'agencement ;
- Date d'inauguration de l'exposition.

Ce calendrier pourra être ajusté en fonction de l'évolution de la production du projet et de la programmation de la personne publique. Toute modification d'échéance qui serait proposée par le titulaire

ne sera envisagée qu'à l'issue d'une analyse et d'un arbitrage entre ce dernier et la personne publique. En cas de modifications substantielles et entérinées par la personne publique du calendrier, le calendrier remis à jour sera adressé au titulaire par mail avec accusé de réception.

Les délais affectés aux différentes étapes du montage (réagencement du mobilier existant et installation des structures complémentaires / installation des œuvres) et du démontage (dépose, emballage et évacuation des œuvres / démontage, évacuation et mise à la benne des installations) sont indiqués dans le calendrier prévisionnel des études et des travaux de l'exposition en annexe 2 de l'acte d'engagement.

La livraison de l'exposition a lieu le jeudi précédant l'inauguration de l'exposition (le lundi).

### 10.13 Forme de présentation des plans et pièces écrites rendus

Chaque exemplaire rendu est d'un format conforme AFNOR, soit A4 à A0. Il comporte une échelle métrique graphique ainsi qu'un cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée. Les pages du dossier sont numérotées.

Le titulaire fournira à chaque rendu :

- Un exemplaire reproductible de chacune des pièces écrites, schémas annexés, notes de calculs, notices d'entretien et d'utilisation et tous documents entrant dans le concept de maintenance est présenté sur papier reproductible au format A4 ou A3.
- Un exemplaire numérique des dossiers composés de fichiers WORD dernière version pour les documents texte, de fichiers EXCEL dernière version pour les cadres de prix et de fichiers AUTOCAD dernière version et PDF pour les fichiers de plans.

### 10.14 Collaborateurs du titulaire

Le titulaire désignera ses principaux collaborateurs assurant la production des études au plus tard dans les quinze jours suivant la notification du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-P.I., si, en cours de marché, le titulaire décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation de la personne publique les propositions de nouveaux collaborateurs dans un délai de 3 jours calendaires avant le remplacement du ou des collaborateurs en lui précisant leurs références. En cas de dysfonctionnement grave, la personne publique peut également demander le remplacement de certains collaborateurs du titulaire ; dans ce cas le titulaire s'engage à remplacer le(s) collaborateur(s) récusé(s) dans le délai de trois (3) jours calendaires à compter de la demande formulée par la personne publique et de fournir les références du ou des nouveaux collaborateurs.

## 11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 35 du CCAP-PI, la cession des droits se fait à titre exclusif.

### 11.1 Cession des droits

Par l'effet du présent marché de scénographie, les parties conviennent que la personne publique est devenue titulaire, non seulement des droits corporels afférents à l'ouvrage objet du présent marché et à l'ensemble des éléments mobiliers qui en dépendent, mais aussi de l'ensemble des droits de représentation, de reproduction et d'adaptation des cotraitants et sous-traitants afférents aux éléments créés pour les besoins du marché ou livrés dans le cadre de ce marché pour la durée de la propriété littéraire et artistique tant en application des législations française et étrangère qu'en application des conventions internationales relatives au droit d'auteur, existantes et à venir.

Cette cession a été faite pour tous les pays aussi bien la France et les pays ayant législation protectrice en la matière, que les pays où une telle législation n'existe pas.

Les droits patrimoniaux cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte, à titre commercial ou non commercial dans le cadre des missions statutaires du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Ces droits pourront faire l'objet de cessions à des tiers partenaires du musée.

### 11.2 Etendue de la cession

Les titulaires du présent marché cèdent à titre exclusif à l'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac et aux organismes qui lui sont ou non associés l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux œuvres par eux créées, tels que formulés dans les articles L 122-2, L122-3 et L 122-4 du Code de la propriété intellectuelle.

Ces droits comprennent le droit de représenter et de reproduire, y compris celui d'utiliser dans le cadre d'œuvres composites ainsi que dans le cadre d'œuvres collectives ou de collaboration, tout ou partie des œuvres ou de leurs représentations visées par le présent marché notamment dans le cadre d'itinérance de l'exposition, objet du présent marché.

1. Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer l'œuvre au public par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment :

- 1a. le droit d'éditer ou de faire éditer les œuvres en vue de leur diffusion dans le monde entier sous la forme de diapositives, catalogues, revues, journaux, anthologies, encyclopédies, dictionnaires, ouvrages spécialisés, dépliants, agendas, calendriers, affiches et cartes postales, cartes de vœux ou de fête, et plus généralement cartes de tous genres et de tous formats réalisées sur tous supports graphiques actuels ou futurs y compris en relief ou en plusieurs dimensions, à des fins culturelles, scientifiques, commerciales ou publicitaires.

- 1b. le droit de présenter ou de faire présenter publiquement les œuvres au public dans le monde entier par voie d'exposition ou de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly-Jacques Chirac), sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, notamment produits multimédias, etc. (Liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non.

- 1c. le droit de présenter ou faire présenter les œuvres publiquement par projection, ou non, en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non.

-- 1d. le droit de communiquer au public les œuvres ou leurs adaptations, en tous pays, par voie d'expositions et toutes formes de diffusion sur site, dans le monde entier.

2. Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'œuvre par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public et comporte notamment :

- 2a. le droit de reproduire ou d'enregistrer sur tous supports tels que supports papier, support filmique, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, isolées ou incluses dans un diaporama, murs d'images, par voie de reproduction graphique sous forme de dessins à l'identique ou adaptés, de reproduction en volume ou quatre dimensions, reconstitution par images de

synthèse, vidéodisques, bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques, par voie de numérisation et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour .

- 2b. le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac ou à ses cessionnaires, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

3. Le droit d'utilisation secondaire s'entend comme le droit de reproduire et de représenter ou d'autoriser la reproduction et la représentation de tout ou partie des œuvres afin de les intégrer à d'autres œuvres réalisées sur tous supports précédemment mentionnés et permettre l'exploitation de tous produits dérivés à des fins scientifiques, culturelles ou commerciales.

4. Le droit de modification et le droit d'adaptation s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, comme la possibilité de modifier ou d'adapter les œuvres en fonction des différents supports cités précédemment, en fonction de l'intégration de celles-ci à d'autres œuvres ou en fonctions d'impératifs liés à l'organisation matérielle de l'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac et notamment :

- 4a. le droit de reproduire tout ou partie des œuvres dans un œuvre multimédia, en procédant le cas échéant aux modifications nécessaires.

- 4b. L'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac est seul juge de ces modifications, sous réserve de l'accord de l'auteur chaque fois qu'il est susceptible de modifier d'une manière substantielle les œuvres, à l'exception des modifications visées à l'alinéa suivant.

- 4c. Lorsque les modifications ne sont déterminées que par des impératifs techniques ou des choix visant à permettre la diffusion et la consultation des œuvres dans les meilleures conditions, le musée du quai Branly-Jacques Chirac est maître des choix qui sont effectués. En aucun cas, l'auteur ne pourra s'opposer aux modifications énoncées dans le présent alinéa, qu'elles soient effectuées par le musée du quai Branly-Jacques Chirac ou par toute personne travaillant pour son compte.

- 4d. Conformément à l'article L.121-4 du code de la Propriété Intellectuelle, l'usage du droit de repentir ou de retrait de l'auteur, sur les œuvres cédées dans le cadre du présent contrat, donnera lieu, en toute hypothèse, à une indemnisation au regard du travail fourni et/ou des sommes engagées en pure perte. L'usage abusif de ce droit par l'auteur, donnera lieu, en outre, à des dommages et intérêts.

#### 5. Droit de reproduction des œuvres modifiées ou adaptées

Les auteurs autorisent l'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac à reproduire tout ou partie des œuvres adaptées ou modifiées sur les supports énoncés ci avant.

Ces dispositions doivent être reprises dans les contrats passés avec les sous-traitants.

### 11.3 Éléments concernés par la cession

L'ensemble des œuvres réalisées ou livrées par le titulaire (mandataire et cotraitants le cas échéant) et les sous-traitants dans le cadre du présent marché de scénographie sont l'objet de la cession confirmée dans les conditions visées aux articles ci-dessus.

## 12. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite du marché ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite du marché et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

## 13. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 13.1 Conduite du marché

#### 13.1.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

### 13.1.2 *Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel*

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

## 13.2 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire du marché, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du marché dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

## 14. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 14.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

## 14.2 Date d'établissement du prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo », correspondant au mois de remise des offres initiales (indiqué également à l'acte d'engagement).

La révision est effectuée par application au prix du marché de la formule de révision suivante :

$$\text{Prix révisé} = [\text{Prix initial} (0,125 + 0,875 (Im/I_{mo}))].$$

"Im" étant la valeur de l'index ING- ingénierie correspondant au mois d'exécution des prestations et "I<sub>mo</sub>" la valeur de cet index correspondant au mois "Mo".

La périodicité de la révision est annuelle, à la date anniversaire de la date de notification du marché.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ING - Ingénierie - Base 100 en janvier 2010.

## 14.3 Application de la TVA

Les prix du présent marché sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

# 15. MODALITÉS DE RÉGLEMENT

## 15.1 Avance

Conformément à l'article R2191-4 du Code de la commande publique, une avance non révisable de trente pour cent (30%) du montant TTC du marché sera accordée au titulaire, sur la part non sous-traitée, sauf indication contraire dans l'acte d'engagements. Si la durée d'exécution du marché est supérieure à un an, l'avance sera de 30% d'une somme égale à douze fois le montant TTC du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées atteint 40 % (quarante pour cent) du montant TTC du marché et doit être terminé lorsque le dit montant atteint 70 % (soixante-dix pour cent) du montant TTC du marché.

## 15.2 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, sur la base de projets de décompte établis par le titulaire conformément au plan de financement défini ci-après.

Chaque projet de décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées élaboré dans les conditions ci-après définies.

L'état des prestations exécutées, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci par référence aux éléments constitutifs de la mission figurant à l'article 9 du présent CCP et à la décomposition du forfait de rémunération et répartition des honoraires entre les cotraitants figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Chaque élément de mission tel que défini dans la décomposition du forfait de rémunération, à l'exception des éléments portant sur le DET et l'AOR, fera l'objet d'un paiement partiel définitif qui intégrera les révisions de prix et les pénalités éventuelles.

Le titulaire facture son forfait de rémunération suivant les échéances décrites ci-après :

Phase	Date d'exigibilité
APS/APD/PRO	60% à la remise du dossier 40% à la validation du dossier par la personne publique
DCE	100% à l'attribution des marchés



Montage	80% de la phase DET
	80% de la phase de réception et de levée des réserves
Démontage	20% de la phase DET
	20% de la phase de réception et de levée des réserves

Les pénalités, retenues et réfections sont appliquées par la personne publique et leur répartition par cotraitant est effectuée sur la base des propositions du mandataire. En l'absence de proposition du mandataire, elles sont réparties par la personne publique provisoirement entre les membres du groupement au prorata de la part de la rémunération globale de chacun d'entre eux, sans que cette opération engage la responsabilité de la personne publique à l'égard des cotraitants.

### 15.3 Solde

Le solde correspond à l'achèvement de la mission d'assistance aux opérations de réception (AOR) après fermeture de l'exposition. Le titulaire adresse à la personne publique une facture qui correspond à ce solde.

### 15.4 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense : au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA
- Le montant TTC de la facture.
- Les références du marché,

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

### 15.5 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de trente jours (30) jours à compter de la date de réception de la facture ou de présentation de la situation d'avancement des prestations sur la plateforme de gestion des facturations mentionnées à l'article 15.4. Il est à noter que les situations d'avancement soumises sur la plateforme avant réception par le titulaire de la validation de chaque étape seront rejetées. En cas de dépassement de ce délai, des intérêts moratoires seront versés au titulaire, sauf suspension de droit.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente

effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1<sup>er</sup> jour de retard.

## 16. FORFAIT DE REMUNÉRATION

### 16.1 Contenu des modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait définitif de rémunération de la mission du titulaire décrite au présent CCP est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement et s'applique pour la conception et le suivi de la réalisation, l'exploitation et le démontage du projet jusqu'à la levée des réserves après l'évacuation des éléments démontés et la remise en état.

Ce forfait intègre la conception de l'éclairage de l'exposition ainsi que la conception graphique de l'ensemble des éléments de signalétique (pédagogiques et directionnels) à intégrer dans les parcours d'exposition jusqu'à la livraison des fichiers d'exécution de l'ensemble pour mise en fabrication.

Ce forfait intègre toute reprise des études par le titulaire qui serait rendue nécessaire par les avis formulés par la personne publique et le bureau de contrôle technique lors ou à l'issue de la présentation des études ou toute adaptation du projet en cours de chantier.

### 16.2 Options économiques

Le titulaire doit conduire ses études de manière que l'estimation du coût des travaux reste dans la limite des engagements souscrits et figurant dans l'acte d'engagement. Pour ce faire, il pourra proposer à tous les stades des études des options économiques.

Pour parer sans délai aux difficultés susceptibles de résulter du niveau des offres reçues à l'issue de la consultation des entreprises, le titulaire préparera, s'il le juge nécessaire, des options économiques et les fera figurer dans le dossier de consultation, sous la forme de variantes obligatoires ou de prestations supplémentaires éventuelles (PSE). Le nombre et la nature de ces options ne doivent ni bouleverser le programme de l'opération ni les règles de la mise en concurrence ; en particulier elles ne doivent pas conduire à la nécessité d'une analyse combinatoire complexe pour la comparaison des offres de prix.

Ces options qui devront être soumises à l'accord préalable de la personne publique sont étudiées par le titulaire sans supplément de rémunération. Les études et les réalisations correspondantes doivent être sans incidence sur les délais d'exécution.

Lors de l'étude des offres de prix des entreprises, et en fonction des niveaux de prix atteints, la personne publique se réserve la possibilité de retenir certaines de ces options.

En cas de dépassement de l'écart toléré défini à l'article 17.4 du CCP, la personne publique peut demander au titulaire de reprendre ses études, sans rémunération supplémentaire, dans un délai respectant le calendrier prévu pour l'exposition.

### 16.3 Modifications apportées aux prestations du titulaire

En application des dispositions de l'article 23 du CCAG-P.I., la personne publique peut prescrire, par décision notifiée au titulaire, des études particulières et des modifications aux prestations du titulaire. La personne publique peut également accepter les modifications qui lui sont proposées par le titulaire. Une décision, adressée par la personne publique au titulaire par courriel avec accusé de réception, fixe les délais de production des études particulières ou de prise en compte de ces modifications.

Par dérogation aux dispositions de l'article 23 du CCAG-P.I., le titulaire, faute de réserves formulées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision la personne publique, est réputé l'avoir acceptée.

Ces modifications de prestations peuvent entraîner une modification du forfait de rémunération et éventuellement de l'estimation des travaux et du calendrier.

Dans ce cas, la personne publique invite le titulaire à proposer, dans un délai de quinze (15) jours, une nouvelle estimation et un nouveau forfait de rémunération, avec toutes justifications utiles. Ces nouvelles conditions financières sont arrêtées d'un commun accord entre la personne publique et le titulaire et font l'objet d'un avenant au marché.

Si un accord n'a pas pu intervenir dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la réception par la personne publique de la proposition du titulaire, la personne publique fixe par décision notifiée au titulaire des prix ou un forfait de rémunération provisoire.

En l'absence d'observations écrites du titulaire accompagnées de toutes justifications utiles et mentionnant les prix qu'il propose, adressées à la personne publique dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la décision de la personne publique, le titulaire est réputé avoir accepté ces prix provisoires.

Ces prix provisoires sont des prix d'attente jusqu'à la fixation des prix définitifs ou en cas d'absence d'observations du titulaire comme défini ci-avant.

## 16.4 Dispositions diverses

Le montant du forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations décrites au présent marché et prend en compte le prix de cession des droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale dans les conditions fixées au présent CCP.

# 17. CONTRÔLE DES COÛTS DE L'OPÉRATION

## 17.1 Contenu de l'enveloppe financière

L'enveloppe financière fixée à l'article 2 du présent CCP permet la réalisation de l'ensemble des travaux d'installation, de démontage de l'exposition et de remise en état des lieux ainsi que l'ensemble des prestations de maintenance en cours d'exploitation de l'exposition.

Cette enveloppe sera ventilée sur les différents lots de travaux nécessaires à la mise en œuvre des moyens permettant la réalisation, l'exploitation (maintenance) et le démontage du projet tel que défini par le titulaire et validé par la personne publique :

- Aménagement général (construction de tout élément structurel, fonctionnel etc. de l'exposition) ;
- Électricité et éclairage (mise en œuvre du réseau d'alimentation de l'exposition en CFO et CFA, fourniture et installation de l'ensemble des dispositifs d'éclairage et des sources lumineuses, installation et fourniture des sources lumineuses des dispositifs utilisés dans le parc du musée) ;
- Multimédia (fourniture et intégration de l'ensemble des dispositifs visuels et sonores)
- Ensemble des éléments graphiques et de signalétique du système d'information pédagogique et directionnelle (ensemble des éléments graphiques définis permettant entre autres l'accessibilité physique et sensorielle au contenu scientifique, à la compréhension du parcours) ;
- Toute autre prestation permettant la mise en œuvre, l'exploitation et le démontage de toute installation particulière définie au projet et ne relevant pas des corps de métiers cités ci-dessus.

Il est rappelé que le titulaire s'engage à concevoir son projet dans le respect de l'enveloppe financière qui lui a été notifiée.

## 17.2 Coût prévisionnel des travaux

La personne publique fixe le montant du coût prévisionnel de l'ensemble des travaux.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé et établi par le titulaire à l'issue de chaque rendu d'études. Si, en cours d'études, une dérive du coût prévisionnel était constatée, le titulaire serait contraint de reprendre ses études pour assurer la cohérence de la définition du projet et de l'enveloppe financière. Ce coût prévisionnel ne pourra pas être supérieur au montant de l'enveloppe financière fixée à l'article 2 du présent CCP, sauf volonté expresse de la personne publique notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La reprise des études sera signalée au titulaire par la personne publique par mail avec accusé de réception. Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG.P.I., la personne publique se réserve le droit de résilier le présent marché sans mise en demeure préalable si le titulaire n'a pas exécuté la reprise des études dans le délai qui sera fixé dans le mail lui notifiant la reprise des études.

Les études supplémentaires relevant du présent article ne pourront donner lieu à aucun supplément d'honoraires. Le délai pour les reprises d'études sera notifié au titulaire par mail avec accusé de réception.

En cas de retard dans la remise des études complémentaires visées ci-avant, les pénalités décrites à l'article 20 seront appliquées.

Lors de la consultation des entreprises de travaux, la négociation se fera par le titulaire, au regard du coût objectif.

## 17.3 Coût définitif des travaux

Le coût définitif des travaux est arrêté par la personne publique au stade de la passation des marchés de travaux, ce coût sera égal à la somme des montants des différents lots/marchés de travaux.

Ce coût sera notifié par écrit par la personne publique au titulaire.

## 17.4 Coût constaté final

Le coût constaté final est égal au coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus initialement. Les demandes de modification émanant de la personne publique ne seront pas prises en compte dans le coût constaté final.

Le coût constaté final déterminé par la personne publique après achèvement de l'ouvrage est égal à la somme des montants des facturations émises sur les marchés de travaux et de l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux.

Le coût final constaté de l'ensemble des lots / marchés de travaux ne pourra excéder le montant du coût définitif des travaux tel que défini au présent CCP de plus de 5 %.

Si ce taux était dépassé, la pénalité décrite à l'article 20.5 du CCP serait appliquée.

# 18. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

## 18.1 Etablissement des documents d'étude

L'acte d'engagement fixe le délai de remise à la personne publique des documents d'études ainsi que le point de départ de ces délais.

## 18.2 Réception des documents d'étude

### 18.2.1 Présentation et rendu des documents

Par dérogation à l'article 28.4. du CCAG-P.I., le titulaire est dispensé d'aviser par écrit la personne publique de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

### 18.2.2 Délai de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision de la personne publique de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études intervient au plus tard quatre (4) semaines à compter de la date de l'accusé de réception par la personne publique du document d'étude à réceptionner.

La décision de la personne publique doit être notifiée par écrit au titulaire dans le délai ci-dessus indiqué. En cas de rejet ou d'ajournement, la personne publique dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

Si cette réception est assortie d'observations par la personne publique et les bureaux d'études sollicités dans l'analyse du dossier, le titulaire devra :

- Pour les dossiers d'APS et d'APD, tenir compte de ces observations et remarques dans l'élaboration des phases d'études suivantes, (PRO/DCE), sauf si l'avancement des études nécessite la levée préalable de ces réserves. Dans ce cas le titulaire devra apporter les réponses nécessaires avant la remise du prochain dossier d'études, dans un délai convenu au préalable.
- Pour le dossier de consultation des entreprises comprenant les études de projet, remettre dans un délai de dix (10) jours ouvrables les dossiers rectifiés. Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 20 pour cette phase.

### 18.3 Exécution des prestations relatives aux modifications

La remise des prestations relatives aux modifications est assortie d'un délai de vérification par la personne publique de trois (3) semaines par dérogation à l'article 26.2 du CCAG.P.I.

## 19. DÉLAIS

### 19.1 Vérification des projets de facturation

Au cours de la réalisation des travaux, et après vérification et attestation de l'exécution conforme des travaux, le titulaire doit procéder à la vérification des projets de décompte de facturation qui lui sont transmis par les entrepreneurs et prestataires. Dans la mesure où la personne publique a mis en place un système de gestion des situations accessible en ligne (internet), ces derniers auront l'obligation de présenter leurs factures par le biais de ce système.

En conséquence, le titulaire a l'obligation d'en vérifier la conformité au regard des prestations réellement exécutées et des prix figurant dans la décomposition du forfait de rémunération des marchés notifiés à ces derniers par la personne publique. La vérification et la validation des projets de décompte via cette plateforme sécurisée doivent être effectuées par le titulaire dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après qu'il a été informé (par courriel) de la présentation des situations par les entrepreneurs et les prestataires.

Dans le cas exceptionnel où un entrepreneur établirait un projet de décompte de facturation non dématérialisée, celui-ci doit être adressé au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception ou remis contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet. Le titulaire est tenu d'y mentionner la date de réception et dispose alors de cinq (5) jours ouvrables pour effectuer la vérification et en transmettre l'original visé (avec le tampon du titulaire) et daté à la personne publique.

En cas de non-conformité des projets de décompte de facturation au regard des prestations réellement exécutées et/ou des prix figurant dans la décomposition du forfait de rémunération des marchés notifiés à ces derniers (ou devis pour les commandes passées sur bons de commandes), le titulaire rectifie les projets de facturation et les valide pour transmission à la personne publique.

Une première facturation relative au montage est présentée par l'entrepreneur après notification de la décision de réception des travaux de montage (ce qui implique que les éventuels OS aient été notifiés et que les réserves soient levées).

Une seconde facture relative au démontage est présentée par l'entrepreneur après notification de la décision de réception des travaux de démontage (ce qui implique que les éventuels OS aient été notifiés et que les réserves soient levées).

Le délai imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à cinq (5) jours ouvrables maximum, à compter de la date de présentation des situations ou de réception des factures. Si la personne publique est conduite, du fait du retard du titulaire, à verser à l'entrepreneur concerné des intérêts moratoires d'un montant plus élevé que la pénalité prévue, c'est ce dernier montant qui est pris en compte à titre de pénalité.

Pour les commandes passées par la personne publique par envoi au titulaire du bon de commande et contribuant à la réalisation de l'ouvrage concerné par le présent marché, le titulaire vérifie le devis et la facturation transmis par l'entrepreneur dans les mêmes conditions que décrites au préalable.

### **19.2 Instruction des mémoires de réclamation**

Le délai d'instruction par le titulaire d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est d'un (1) mois à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 20.4 du présent CCP.

### **19.3 Suspension des délais de paiement**

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le titulaire doit aussitôt en informer la personne publique afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, deux (2) semaines au moins avant l'expiration du délai de paiement.

### **19.4 Visa des études d'exécution des entrepreneurs**

Le délai imparti au titulaire dans le cadre du calendrier détaillé d'exécution pour viser les différents documents produits par les entrepreneurs pendant la phase d'études d'exécution est de cinq (5) jours à compter de la date de réception par le titulaire des documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 20.3 du présent CCP.

### **19.5 Opérations préalables à la réception**

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le titulaire disposera d'un délai de huit (8) jours calendaires en amont de la date du démarrage d'intégration des œuvres en vitrines, pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et de la personne publique ou de son représentant.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et distinct pour chaque marché de travaux, sur lequel le titulaire fera connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé à la personne publique la réception des ouvrages ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception. Dans la négative, le titulaire aura décrit les mesures correctives à effectuer pour envisager une réception avant ouverture de l'exposition.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 20.4 du présent CCP.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du titulaire à la personne publique.

Lors du démontage de l'exposition, ces clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations de démontage et aux prestations éventuellement nécessaires de remise en état des lieux.

Ces clauses s'appliquent également en cas de mise à disposition anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

### 19.6 Examen des désordres pendant la période de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, courant de la date de réception des travaux relatifs au montage de l'exposition à la date de remise en état des lieux après le démontage de l'exposition, le titulaire disposera, pour l'examen des désordres signalés par la personne publique, d'un délai qui lui sera notifié par courrier recommandé avec accusé de réception.

Ce délai ne pourra pas être inférieur à trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier. Si le délai de remise du rapport d'examen de ces désordres n'est pas respecté, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 20.4 du présent CCP.

### 19.7 Transmission d'information et de documents aux autres intervenants

Le titulaire doit tout mettre en œuvre afin que chaque intervenant sur l'opération puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le respect des objectifs fixés au calendrier prévisionnel des études et des travaux.

## 20. PÉNALITÉS

### 20.1 Conditions générales

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, les prestations non conformes au présent marché donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent marché.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date effective de fin d'exécution de la prestation.

### 20.2 Conditions particulières

Si le titulaire n'a pas transmis à la personne publique les documents mentionnés au 9.2 du CCP à l'issue d'un délai complémentaire de dix (10) jours suivant l'achèvement du délai prescrit au titulaire, la personne publique le met en demeure de le faire dans un délai qu'elle fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, la personne publique peut faire vérifier ces documents aux frais du titulaire défaillant.

La réception par la personne publique des documents vérifiés, soit par le titulaire, soit au frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au titulaire.

Sur demande du titulaire, ces pénalités appliquées peuvent être annulées par la personne publique en cas de résorption des retards.



## 20.3 Pénalités en phases d'études

En cas de retard dans l'établissement et la présentation des dossiers d'études, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

- Pour les dossiers d'APS et d'APD, à 1/10<sup>ème</sup> du montant de l'élément de mission correspondant ;
- Pour la reprise des études complémentaires visées à l'article 17.2 du CCP, cent (100) euros par jour calendaire de retard ;
- Pour le dossier de consultation des entreprises (incluant les études de projet et d'exécution), à 1/50<sup>ème</sup> du montant des éléments de mission (PRO/DCE + ACT DCE) au prorata du montant des lots concernés ;
- Pour la direction d'exécution des contrats de travaux (DET), à 1/50<sup>ème</sup> du montant de l'élément de mission DET au prorata du montant des lots concernés, étant précisé que le nombre de jours de retard imputables d'une pénalité est réduit du nombre de jours de pénalités de retard éventuellement appliqué aux entrepreneurs pour défaillance dans les obligations qui leur sont imposées à ce titre.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document. En tout état de cause, les délais d'examen des documents par la personne publique, ainsi que ceux exigés pour le passage devant les différentes commissions et organismes de contrôle sont à exclure pour la mise en jeu et le calcul de ces pénalités.

Sur demande du titulaire, les pénalités appliquées peuvent être annulées par la personne publique en cas de résorption des retards.

Une pénalité de cent cinquante (150) Euros par jour calendaire est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 16.3 ci-avant.

## 20.4 Pénalités en phase travaux

Une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard sera appliquée en cas de non-respect des délais fixés à l'article 19 du présent CCP, sauf en cas de non-respect du délai de remise du rapport d'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement : dans ce cas précis, la pénalité sera de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard.

## 20.5 Pénalités en cas de dépassement du coût définitif des travaux

Si le coût final constaté de l'ensemble des lots / marchés de travaux excède le montant du coût définitif des travaux tel que défini au présent CCP de plus de 5 %, une pénalité correspondant à 15 % des honoraires des phases DET et AOR serait appliquée.

## 20.6 Retenues provisoires et pénalités pour non remise de l'attestation d'assurance et pénalités pour non remise des attestations sociales et fiscales

En cas de non-production de l'attestation d'assurance prévue à l'article 24 du présent CCP, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par l'établissement.

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues à l'article 24 du présent CCP, une pénalité de 200 (deux cents) euros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.



## 20.7 Pénalités pour non-remises des documents relatifs à la sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

## 20.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total hors taxes du marché.

# 21. SUSPENSION DES PRESTATIONS

Dans le cas d'arrêt momentané des études ou du chantier pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération est renégocié uniquement si cet arrêt est supérieur à trois (3) mois pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges du titulaire. Les trois (3) mois s'apprécient par arrêt et non en cumulé. Un avenant fixe les nouvelles conditions.

# 22. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI s'appliquent.

# 23. RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables.

# 24. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

## 24.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des

prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

## 24.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

## 25. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-PI sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices.

## 26. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution du marché, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 27. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-PI sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## 28. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-PI.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.